

AUDITION DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES

L'impasse sur les questions sécuritaires

L'audition du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales par le chef de l'Etat a fait l'impasse sur les questions sécuritaires et d'ordre public. Tout en prévoyant le lancement du passeport biométrique à novembre 2012, l'exécutif entend néanmoins renforcer la concertation avec la population et améliorer les prestations de service public.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est la seconde année que la réunion d'évaluation du secteur de l'intérieur et des collectivités locales omet de traiter les questions d'ordre sécuritaire et de maintien de l'ordre public. Or, ces questions relèvent des prérogatives de Daho Ould Kablia mais que le président de la République semble éluder pour des motifs inexplicables.

Certes, l'état d'urgence a été levé et les prérogatives de l'Armée nationale populaire en matière de sécurité nationale ont été consolidées. Néanmoins, le communiqué sanctionnant l'audition jeudi dernier du ministre de l'Intérieur fait l'impasse sur les mouvements de protestation sociale, les diverses formes de trouble à l'ordre public, la hausse de la criminalité et du banditisme...

A contrario, l'exécutif entend renforcer le développement local et la concertation avec la popula-

tion et moderniser le fonctionnement et les prestations de service public (en termes de qualité d'accueil et délais de délivrance des actes).

Ainsi, le chef de l'Etat mandate les walis pour ouvrir une série de chantiers en vue de rapprocher l'administration du citoyen, développer l'écoute et l'information, améliorer les conditions socioéconomiques. Tout en indiquant que le projet de loi sur la wilaya, en cours d'examen, sera soumis au Parlement lors de la session d'autonome 2011, le chef de l'Etat entend conforter le processus de refonte des finances locales et valoriser les capacités managériales des élus.

Et d'autant que président de la République assure que «le développement national, destiné à l'amélioration du cadre et des conditions de vie des citoyens, doit être consolidé par l'élargissement de la concertation aux populations



Daho Ould Kablia, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales.

à travers les élus et la société civile afin de renforcer l'ensemble des acquis économiques et sociaux réalisés».

Néanmoins, l'Algérie reste encore en retard dans le domaine de la modernisation et de la sécu-

risation des documents d'identité et de voyage, conformément à la réglementation internationale.

En effet, le communiqué indique que la mise en œuvre «effective» du passeport biométrique est attendue en novembre

2012, ainsi que la carte nationale d'identité. Et cela même si l'on relève que les conditions de délivrance de ces documents ont été allégées.

C. B.

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ AVERTIT :

«L'acte de circoncision ne peut être pratiqué que par un chirurgien»

Le ministère de la Santé rappelle comme chaque année durant le mois sacré, où les actes de circoncision collective sont courants, que cette opération chirurgicale ne peut être pratiquée que par un médecin chirurgien.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - La tradition algérienne veut que chaque année les APC, les associations, les zaouïates... organisent au cours du mois de Ramadan des campagnes collectives d'acte de circoncision aux profits des enfants issus de milieux défavorisés ou dont les parents n'ont pas les moyens. Mais le drame c'est que, ce n'est pas toujours tout le monde qui fait appel à un médecin chirurgien ou organise l'opération dans des endroits appropriés, laissant libre cours au charlatanisme qui a fait plus d'une victime, condamnée à vie.

A cet effet, le département de Djamel Ould-Abbès rappelle dans un communiqué rendu public ce jeudi, que l'acte de circoncision qu'il soit «à titre individuel ou dans le cadre d'une campagne collective» doit non seulement «être pratiqué que par un médecin chirurgien» mais en plus «dans une structure sanitaire publique ou privée, réunissant toutes les conditions de sécurité pour la réussite de cet acte chirurgical».

Le ministère de la Santé précise que, «ces dispositions réglementaires en vigueur notamment l'instruction n° 006 du 5 juin 2006 relative à la prise en charge des circoncisions procèdent du souci de préserver la santé et l'intégrité des enfants concernés».

Le MSPRH souligne également que ces mesures «sont dictées par la nécessité d'œuvrer à éviter que ne se renouvellent des accidents douloureux qui ont transformé en deuil un acte de foi et de joie».

Les mémoires ne sont pas prêtes à oublier le drame des neuf enfants qui ont définitivement perdu leurs verges lors d'une circoncision collective organisée par l'APC d'El Khroub à Constantine en octobre 2005.

M. M.

PRIÈRES DES TARAOUIH

Le rappel à l'ordre de Bouabdallah Ghlamallah

Y a-t-il désobéissance au sein du département des Affaires religieuses et des Wakfs ? Tout porte à le croire. La mise au point adressée jeudi dernier par le ministre de tutelle Bouabdallah Ghlamallah aux imams est révélatrice du malaise qui secoue ce département. L'allègement des prières des taraouih «revendiqué» par le ministre est à l'origine de cette situation.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Saisissant la tenue d'un séminaire organisé jeudi dernier par la Direction des affaires religieuses, et des wakfs de la wilaya d'Alger, le ministre des Affaires religieuses Bouabdallah Ghlamallah, a indiqué que les instructions données aux imams concernant l'allègement des prières des taraouih visaient à assurer le bien-être du citoyen. Ces instructions relèvent «du souci d'assurer le bien-être du citoyen», a assuré le ministre.

Selon des observateurs, cette sortie du ministre des Affaires religieuses est perçue comme un véritable rappel à l'ordre de certains imams qui «n'auraient pas respecté la directive de leur tutelle». A ce propos, M. Ghlamallah a mis l'accent lors de son intervention au séminaire «sur le rôle de l'imam dans la sensibilisation et l'orientation».

Selon lui, le prêche religieux doit émaner de «la conscience de l'imam, de sa responsabilité et de sa volonté d'accomplir pleinement sa mission». Et d'ajouter : «Les cours religieux (dourouss) dispensés dans les mosquées durant le mois sacré de Ramadan doivent être basés sur la jurisprudence



Allègement des prières dans le souci d'assurer le bien-être du citoyen.

(fiqh) et les préceptes de l'Islam.» Selon des indiscretions, certains imams n'ont pas appliqué la circulaire ministérielle, en appliquant ainsi leur propre feuille de route durant ce mois de Ramadan. Pour rappel, le département de Ghlamallah a appelé, il y a deux mois, les imams à respecter le calendrier établi par le ministère sur les horaires du f'tour et de l'imsak.

Pour les prières surrogatoires (taraouih), le département de Ghlamallah avait exhorté les imams à réciter le Coran selon le mode de lecture ouarch, tout en révélant que des milliers d'exemplaires du Coran ont été imprimés avec ce mode et distribués pour les fidèles dans les mosquées.

«Ce n'est pas pour exclure les autres modes de lecture mais ceci vise la préservation de ce legs (culturel et spirituel) algérien», a-t-on soutenu, tout en expliquant que «la primauté dans la direction des prières sera accordée aux imams qui ont appris par cœur tout le

Coran et ne recourent pas à la lecture du livre saint durant la prière».

Pour rappel, le Haut-Conseil islamique (HCI) a regretté récemment «la prolifération de l'anarchie dans le domaine des prêches religieux et de la fetwa». Le HCI a appelé à ce que les fetwas soient exclusivement réservées aux spécialistes des sciences de la religion. «N'importe qui s'érige en spécialiste des questions religieuses, donnant son avis sur des choses qu'il ne maîtrise pas et dont il n'a pas connaissance», a regretté le HCI.

Se référant au hadith du Prophète (QSSSL) qui dit «facilitez les choses et ne les compliquez pas, annoncez la bonne nouvelle aux gens et ne les effarouchez pas», le HCI affirme que «telle est la ligne de conduite de l'Islam qui appelle à la bonne nouvelle et à la modération et interdit toute gêne dans la religion et tout excès, en vertu de cette parole du Prophète».

A. B.